

Rapport 2012 des marchés financiers

Préparé par la Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick

Septembre 2012

NEW BRUNSWICK
SECURITIES COMMISSION

COMMISSION DES
VALEURS MOBILIÈRES
DU NOUVEAU-BRUNSWICK





Remerciements

La Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick désire remercier Dinesh Iyer, candidat au M.B.A. de l'Université du Nouveau-Brunswick à Saint John, et M. Dhirendra Shukla, titulaire de la chaire et professeur agrégé au Dr J. Herbert Smith Centre for Technology Management & Entrepreneurship de l'Université du Nouveau-Brunswick, pour leur contribution importante à ce rapport.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	3
Introduction	6
Les marchés financiers du Nouveau-Brunswick	6
Objet et portée du rapport	7
Méthodologie	8
Analyse du tableau de bord	8
Tableaux, graphiques et analyse	11
Investissements de capital de risque dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick	11
Placements avec dispense dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick.....	17
Investissements providentiels dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick ...	19
Subventions dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick	20
Financement par emprunt dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick	22
Annexe A – Liste de définitions	24
Annexe B – Tableau de bord	28
Annexe C – Tableaux	29
Annexe D – Types de prêteurs	35
Annexe E – Liste des sources	39



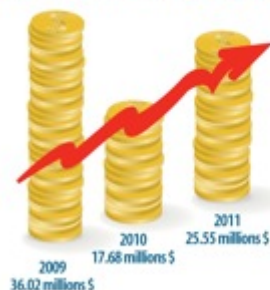
RÉSUMÉ

La Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick (CVMNB) publie son troisième rapport annuel des marchés financiers. Le présent rapport met en évidence les tendances en matière de mobilisation de fonds dans la province. Les objectifs du rapport sont de deux ordres : sensibiliser les intervenants aux marchés financiers et fournir un outil pour analyser les tendances dans les marchés financiers.

Le rapport de 2012 sur les marchés financiers contient des paramètres de rendement clés et souligne les événements importants qui se sont produits au cours de l'année.

Nos précédents rapports ont établi des points de référence pour les marchés financiers et ont analysé en profondeur divers paramètres de rendement clés, comme les investissements de capital de risque, les placements sur le marché dispensé, les investissements providentiels, les subventions et le financement par emprunt, afin de dégager des tendances. Le présent rapport poursuit cette recherche et contient des renseignements supplémentaires qui permettent de mieux comprendre les marchés financiers du Nouveau-Brunswick.

Redressement du financement par voie de capital de risque et d'investissement providentiel en 2011



À la suite de la crise financière de 2008, le financement direct fourni par diverses organisations a considérablement diminué partout en Amérique du Nord. Le Nouveau-Brunswick n'a pas fait exception. Par contre, la province connaît une reprise et, en 2011, le financement aux entreprises sous forme de capital de risque et d'investissements providentiels a augmenté d'approximativement 5,71 millions de dollars par rapport à l'année précédente.

Notre analyse des documents réglementaires déposés en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* relativement à des placements sur le marché dispensé nous a permis de conclure à une baisse des investissements étrangers, alors que les sociétés canadiennes ont investi davantage. Les plus importants placements en actions dans des entreprises locales ont été réalisés

Les investisseurs du Nouveau-Brunswick représentent les plus importants fournisseurs de capital actions sur le marché dispensé du Nouveau-Brunswick (en millions de dollars).

Nouveau-Brunswick	9,61
Nouvelle-Écosse	2,20
Ontario	9,30
Alberta	0,01
Colombie-Britannique	0,04
Île-du-Prince-Édouard	0,60
Québec	2,73
États-Unis	0,25
International	0,01

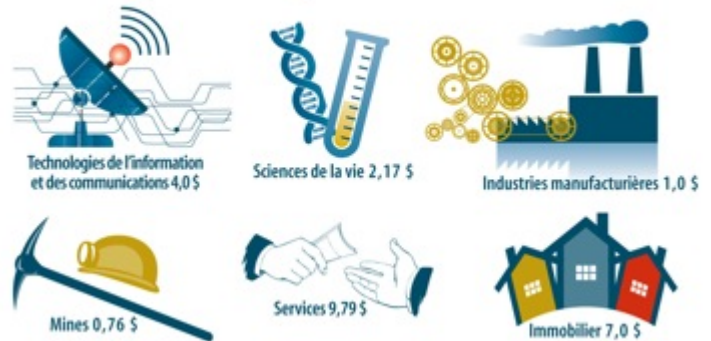




par des investisseurs du Nouveau-Brunswick (9,61 millions de dollars), puis de l'Ontario (9,3 millions) et du Québec (2,73 millions). Les placements en actions par des investisseurs des États-Unis ont représenté approximativement 250 000 \$.

Le marché dispensé s'est révélé cyclique. En effet, au cours de la présente année, nous avons assisté à un recul important des capitaux réunis au moyen de placements avec dispense, qui sont passés de 185,71 millions de dollars à 24,75 millions de dollars. Ce phénomène peut être attribué à un investissement réalisé en 2010 dans le secteur de l'énergie qui a représenté 146,23 millions de dollars, soit environ 80 % de l'augmentation enregistrée cette année-là.

Placements sur le marché dispensé selon les secteurs d'activité (millions de \$)



Q1 Labs et Radian6, toutes deux établies à Fredericton, ont beaucoup contribué à faire connaître le Nouveau-Brunswick sur la scène mondiale en 2011. Ces entreprises ont produit des millions de dollars en valeur actionnariale lorsqu'elles ont été acquises par deux géants du secteur de la technologie, IBM et Salesforce.com. Ces deux transactions sont susceptibles de transformer le paysage des marchés financiers au Nouveau-Brunswick pendant des années et d'avoir un impact sur la vie des Néo-Brunswickois, car une part importante de ces capitaux est demeurée dans la province.

Les échanges avec nos intervenants nous donnent à penser que ces acquisitions ont créé une nouvelle vague d'investisseurs providentiels, dont beaucoup sont intéressés à investir dans des entreprises privées locales. Nous avons également assisté à l'ouverture d'un nouveau centre d'entrepreneuriat social à l'Université du Nouveau-Brunswick. Dans le cadre de notre travail auprès des entrepreneurs, nous avons aussi pris conscience du fait que le niveau de confiance des entrepreneurs et des investisseurs providentiels est à la hausse partout dans la province.

Les investisseurs providentiels ont investi 440 000 \$ dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick, ce qui représente une augmentation de 120 % par rapport à l'année précédente.

Trois sociétés ouvertes du Nouveau-Brunswick ont émis un prospectus cette année dans le but de recueillir 117 millions de dollars sur les marchés boursiers canadiens pour faire croître leur entreprise ou pour en acquérir d'autres. Pour la première fois au cours des années récentes, une entreprise du Nouveau-Brunswick a choisi de lever des fonds supplémentaires par ce moyen.



En 2011, les caisses populaires ont continué de soutenir les entreprises du Nouveau-Brunswick en accroissant leur portefeuille de prêts pour le faire passer de 581,2 millions de dollars en 2010 à 675,5 millions l'année dernière. Nous sommes également en mesure de signaler que les résultats dont nous a fait part Credit Union Atlantic indiquent que les credit unions du Nouveau-Brunswick avaient des prêts actifs aux entreprises d'une valeur de 65,09 millions de dollars en 2011, comparativement à 52,74 millions en 2010.

Les Caisses populaires et les credit unions du Nouveau-Brunswick soutiennent les entreprises néo-brunswickoises au moyen de prêts d'une valeur de 728,24 millions de dollars



Les investissements de capital de risque continuent de représenter une part importante des fonds investis dans la province. En 2011, les investissements de capital de risque ont augmenté et ont atteint 21,15 millions de dollars. Ils ont été répartis dans divers secteurs d'activité comme les technologies de l'information et des communications (TIC), les sciences de la vie et l'énergie, entre autres. Selon l'information fournie par Thomson Reuters, le Nouveau-Brunswick continue d'attirer davantage de capital de risque que d'autres provinces comparables, y compris le Manitoba, la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard. Seule la Nouvelle-Écosse a recueilli plus de capital de risque en 2011.

Le Nouveau-Brunswick continue à attirer davantage de capital de risque que d'autres provinces de taille comparable.

	(millions de \$)
 Saskatchewan	15,00
 Nouvelle-Écosse	45,32
 Terre-Neuve-et-Labrador	1,49
 Manitoba	19,45
 Nouveau-Brunswick	21,15

Pendant l'année en cours, les organismes fédéraux et provinciaux ont octroyé 211,02 millions de dollars à diverses entreprises. Les organismes provinciaux ont versé 74,68 % du total des subventions.



INTRODUCTION

La Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick (CVMNB) est une société de la Couronne qui a été établie par le gouvernement provincial pour réglementer l'industrie des valeurs mobilières et pour favoriser ses marchés financiers. La Commission a le mandat de protéger les investisseurs contre les pratiques déloyales, irrégulières ou frauduleuses, de favoriser des marchés financiers justes et efficaces dans la province et de susciter la confiance dans ses marchés financiers.

En 2005, la CVMNB a établi son initiative *Pleines voiles* pour favoriser le développement des marchés financiers. Nos activités dans le cadre de *Pleines voiles* comprennent des programmes visant à éduquer les participants aux marchés financiers, des projets de mobilisation et de consultation des intervenants ainsi que des travaux de recherche sur nos marchés financiers. Les précédents rapports sur les marchés financiers donnent une série de points de référence qui permettent de suivre les tendances et de déterminer les possibilités de développement. Pour étoffer le rapport de 2012, nous avons utilisé des paramètres clés supplémentaires ainsi que d'autres sources de données dans le but de produire une analyse des diverses sources de financement qui sont à la disposition des entreprises du Nouveau-Brunswick.

LES MARCHÉS FINANCIERS DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Comparativement à ceux d'autres provinces, les marchés financiers du Nouveau-Brunswick demeurent embryonnaires à certains égards. Mais nous assistons à des changements importants aux plans des attitudes, des débouchés et de la vision.

- La province a développé un solide esprit d'entreprise qui est en train de changer la dynamique des marchés au fur et à mesure que bon nombre de nos entreprises en démarrage prennent de la maturité, comme en témoigne le nombre d'investissements directs dans des entreprises du Nouveau-Brunswick par des sociétés de capital de risque, qui s'est accru de 11 à 16.
- Les marchés financiers du Nouveau-Brunswick sont très influencés par diverses grandes et moyennes sociétés fermées, comme le révèle notre analyse des documents réglementaires qui doivent être déposés en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* dans le cadre de tout placement sur le marché dispensé; en effet, un projet unique en 2010 a réuni 80 % du montant recueilli sur le marché dispensé.
- Trois de nos sociétés cotées en bourse ont été en mesure de réunir 117 millions de dollars en 2011.
- Par rapport à des provinces de taille comparable, le Nouveau-Brunswick a reçu davantage de capital de risque que le Manitoba, Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-



du-Prince-Édouard et la Saskatchewan. La majorité du capital de risque investi au Nouveau-Brunswick provenait de groupes établis à l'extérieur de la province.

OBJET ET PORTÉE DU RAPPORT

Le rapport 2012 des marchés financiers a pour objet d'analyser les entrées de capitaux pour en dégager les tendances, les sources, les valeurs et les types afin d'aider les parties intéressées à prendre leurs décisions stratégiques.

Le présent rapport, qui prend appui sur les recherches décrites dans nos rapports de 2010 et 2011, donne une description détaillée du paysage actuel du financement des entreprises et des tendances dominantes dans les marchés financiers de la province.

Ces renseignements donneront aux intervenants sur les marchés financiers une bonne idée de la façon dont les entreprises du Nouveau-Brunswick réunissent des fonds pour financer leurs activités ainsi que du niveau de financement dans la province. Ils leur donneront aussi un aperçu de l'évolution du financement dans la province au cours des années.

Le rapport identifie les secteurs (dans la mesure du possible) qui attirent des fonds de l'intérieur et de l'extérieur de la province. Faire le suivi de ces renseignements au cours des années nous permettra de déterminer les secteurs qui contribuent à la croissance économique de la province.

Le présent rapport contient des renseignements sur ce qui suit :

- les acquisitions de Radian6 et de Q1 Labs;
- les fonds réunis par trois sociétés du Nouveau-Brunswick qui sont cotées en bourse;
- les capitaux recueillis au moyen de placements sur le marché dispensé;
- les prêts consentis par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) ainsi que les caisses populaires et les *credit unions* du Nouveau-Brunswick;
- les types d'organisations qui ont fourni du financement;
- les industries qui attirent des investissements;
- le stade de croissance auquel ces compagnies ont reçu du financement;
- les régions dont provenait le financement obtenu par les entreprises (le cas échéant).

Les marchés financiers provinciaux comptent sur les sources de financement suivantes :

- les investissements de capital de risque;



- les placements de valeurs mobilières sous le régime d'une dispense;
- les investissements providentiels;
- les caisses populaires et les *credit unions* ainsi que les autres établissements de crédit du Nouveau-Brunswick (autres prêteurs);
- les organismes provinciaux et fédéraux de développement économique;
- les banques.

MÉTHODOLOGIE

Nos méthodes de recherche ont donné lieu à l'examen de rapports personnalisés, de dossiers internes et de documents publiés ainsi qu'à des entrevues avec des intervenants.

Des renseignements ont aussi été obtenus des sources suivantes :

- les données de Thomson Reuters et de la Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick sur les investissements de capital de risque;
- les documents réglementaires déposés à la CVMNB;
- les renseignements sur les investissements providentiels qui ont été recueillis lors d'entrevues avec des groupes d'investisseurs providentiels;
- les renseignements sur les subventions qui ont été tirés de divers rapports annuels et publications d'organismes provinciaux et fédéraux;
- le financement par emprunt par les *credit unions*, l'APECA et la Fédération des caisses populaires acadiennes;
- les entrevues avec des intervenants.

Prière de prendre note d'un changement en ce qui concerne la catégorisation d'une partie des fonds que l'APECA a versés à des entreprises du Nouveau-Brunswick. Environ 21 millions de dollars ont été inclus dans le financement par emprunt alors que, les années précédentes, tous les montants étaient compris dans les subventions.

ANALYSE DU TABLEAU DE BORD

Un tableau de bord a pour but de présenter des renseignements importants d'une manière claire et utile. Dans le présent rapport, le tableau de bord présente les diverses sources de financement ventilées par secteurs d'activité pour 2010 et 2011. La CVMNB a l'intention de mettre à jour chaque année ce tableau de bord pour fournir à ses intervenants une source qui fait la synthèse des niveaux d'activité sur les marchés financiers.



En 2011, le Nouveau-Brunswick a enregistré une diminution de 3,27 % du financement total qui a été versé aux entreprises sous forme de placements en actions et de subventions. On a remarqué des fluctuations importantes à des postes particuliers, notamment une baisse d'environ 87 % (160,96 millions de dollars) au chapitre des placements déclarés sur le marché dispensé, tandis que nos sociétés cotées en bourse ont recueilli 117 millions de dollars de plus que l'année précédente. Toutefois, les investissements de capital de risque continuent de représenter une part importante du financement dans la province. En 2011, les investissements de capital de risque ont atteint 21,15 millions de dollars (une augmentation de 34,89 %) et ont été répartis dans divers secteurs d'activité, notamment les TIC, les sciences de la vie et l'énergie.

Les investisseurs providentiels ont investi 440 000 \$ dans les marchés financiers, ce qui représente une hausse de 120 % par rapport à l'année précédente. Nous continuons de constater que les investisseurs providentiels sont prêts à investir de l'argent dans les entreprises du Nouveau-Brunswick qui ont un bon potentiel de croissance.

La baisse des placements sur le marché dispensé peut être attribuée au fait que les chiffres de l'année précédente comprenaient un investissement direct dans un projet énergétique qui a atteint une valeur de 146,23 millions de dollars, soit approximativement 80 % de la hausse annuelle. Cette opération illustre à quel point le Nouveau-Brunswick continue de dépendre de projets de grande envergure.

Le total des subventions affiche une tendance à la hausse en 2011. Les organismes fédéraux et provinciaux ont octroyé 211,02 millions de dollars à diverses entreprises.

Plusieurs secteurs ont reçu du financement par actions, y compris les TIC, les mines, les services et l'immobilier. Le secteur des TIC a été en mesure de recueillir des fonds auprès de diverses sociétés de capital de risque, de réseaux d'investisseurs providentiels et du marché dispensé, alors que les mines, les services et l'immobilier ont fait appel aux marchés boursiers.

Les caisses populaires ont continué d'appuyer les entreprises du Nouveau-Brunswick en accroissant la valeur de leurs prêts pour la faire passer de 581,2 millions de dollars en 2010 à 675,5 millions l'année dernière. Credit Union Atlantic a signalé que les *credit unions* du Nouveau-Brunswick avaient des prêts actifs aux entreprises d'une valeur de 65,09 millions de dollars en 2011, comparativement à 52,74 millions en 2010. Les années précédentes, des données ont été reçues de Statistique Canada au sujet de la valeur des prêts actifs des banques, des sociétés de crédit, etc. Les mêmes renseignements pour l'année 2011 n'ont pas été rendus publics en temps pour que nous puissions les inclure dans le présent rapport.

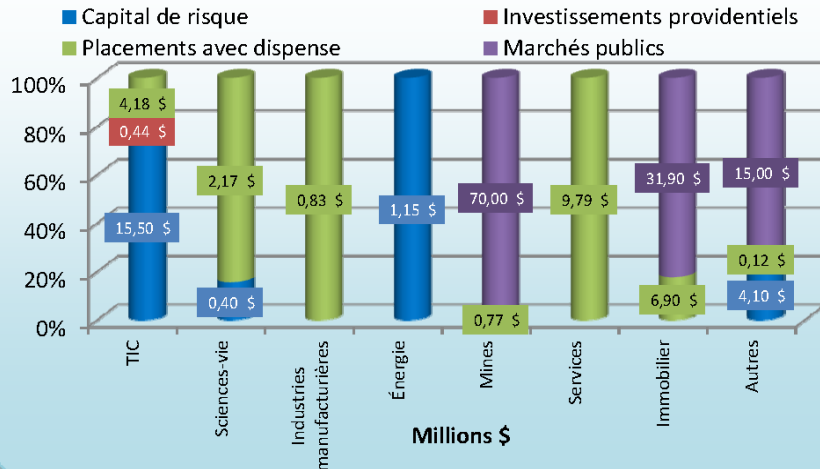


Tableau de bord – Rendement des marchés financiers du Nouveau-Brunswick (2011)

Le tableau de bord détaillé est disponible en format tableau à l'annexe B de la page 28.

Totaux des placements en actions 2011

POURCENTAGE SELON LES TYPES D'INDUSTRIE ET LES SECTEURS D'ACTIVITÉ



Totaux des placements en actions et du financement par emprunt

2009	450,89 millions \$
2010	386,87 millions \$
2011	374,26 millions \$
	↓ 3,26 %

Placements avec dispense*

2009	39,48 millions \$
2010	185,71 millions \$
2011	24,75 millions \$
	↓ 87 %

Investissements providentiels

2009	240 000 \$
2010	200 000 \$
2011	440 000 \$

↑ 120 %

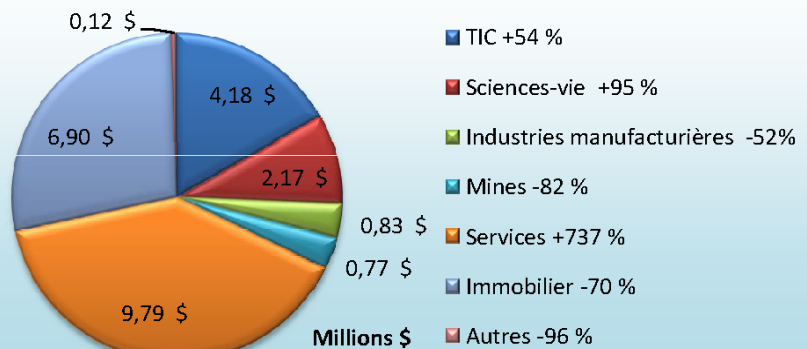
Capital de risque

2009	33,62 millions \$
2010	15,68 millions \$
2011	21,15 millions \$

↑ 35 %

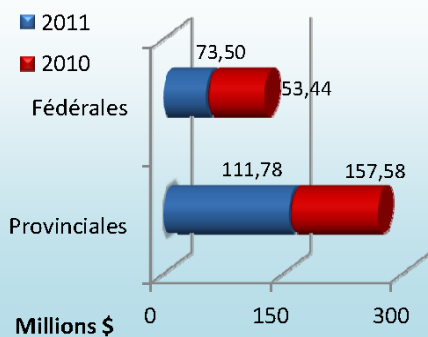
Placements avec dispense 2011

SELON LES TYPES D'INDUSTRIE (% changements avec 2010)



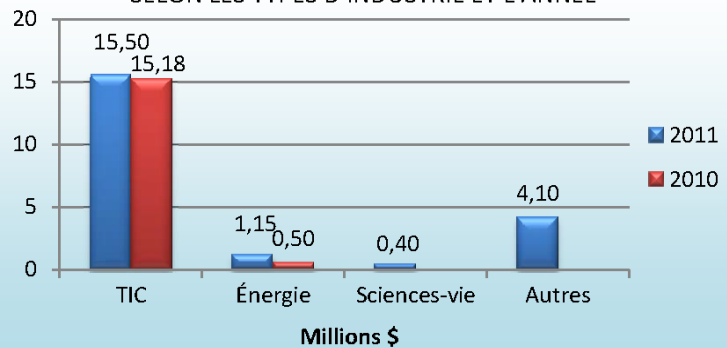
Subventions

SELON L'ANNÉE



Investissements de capital de risque

SELON LES TYPES D'INDUSTRIE ET L'ANNÉE



* La différence significative de capitaux réunis au moyen de placements avec dispense peut être attribuée à un investissement de 146,23 millions de dollars dans un projet dans le secteur de l'énergie en 2010.



TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ANALYSE

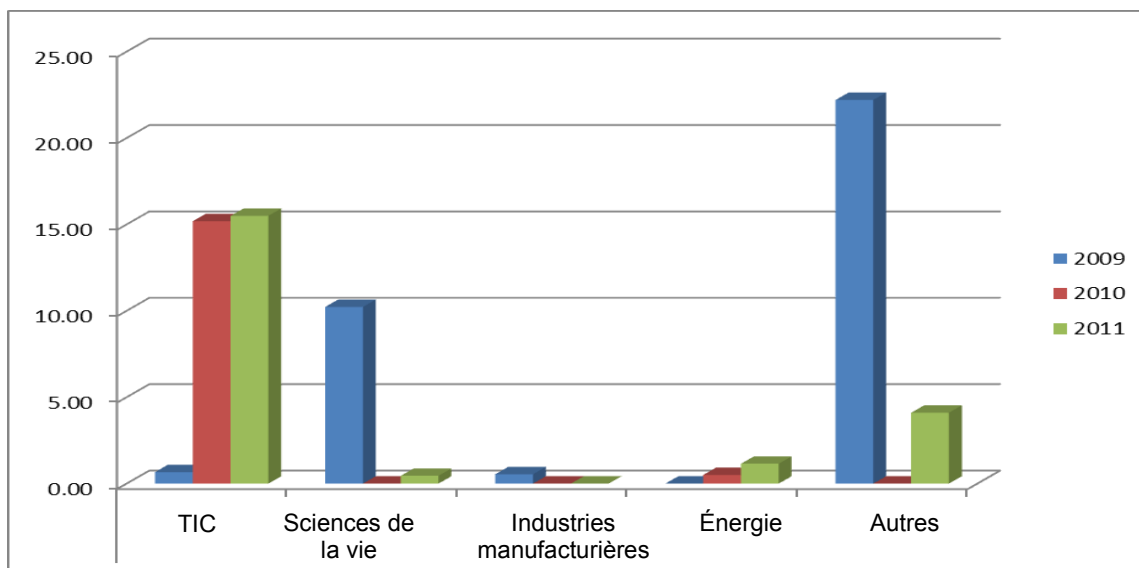
Investissements de capital de risque dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

Les investissements de capital de risque se sont accrus par rapport à l'année précédente. En effet, les investisseurs ont injecté approximativement 21,15 millions de dollars dans douze entreprises différentes, ce qui représente une augmentation substantielle de 34,89 % comparativement à 2010. Les compagnies en question évoluent dans divers secteurs d'activité comme les TIC, les industries manufacturières et l'énergie.

La figure 1.0 donne une idée précise des tendances en matière d'investissement de capital de risque par secteurs d'activité de 2009 à 2011. Un peu comme l'année dernière, les TIC ont attiré les plus gros investissements, soit 15,5 millions de dollars. Même si les investissements ont légèrement augmenté depuis 2010, ce sont encore les TIC qui ont reçu la plus grande part des apports de capital de risque l'année dernière (en 2011), ce qui concorde avec 2010.

L'énergie, les sciences de la vie et les autres secteurs ont donné lieu à certaines activités en 2011, ce qui représente une amélioration par rapport à l'année dernière. Les investissements dans le secteur de l'énergie ont connu une hausse de plus de 100 %.

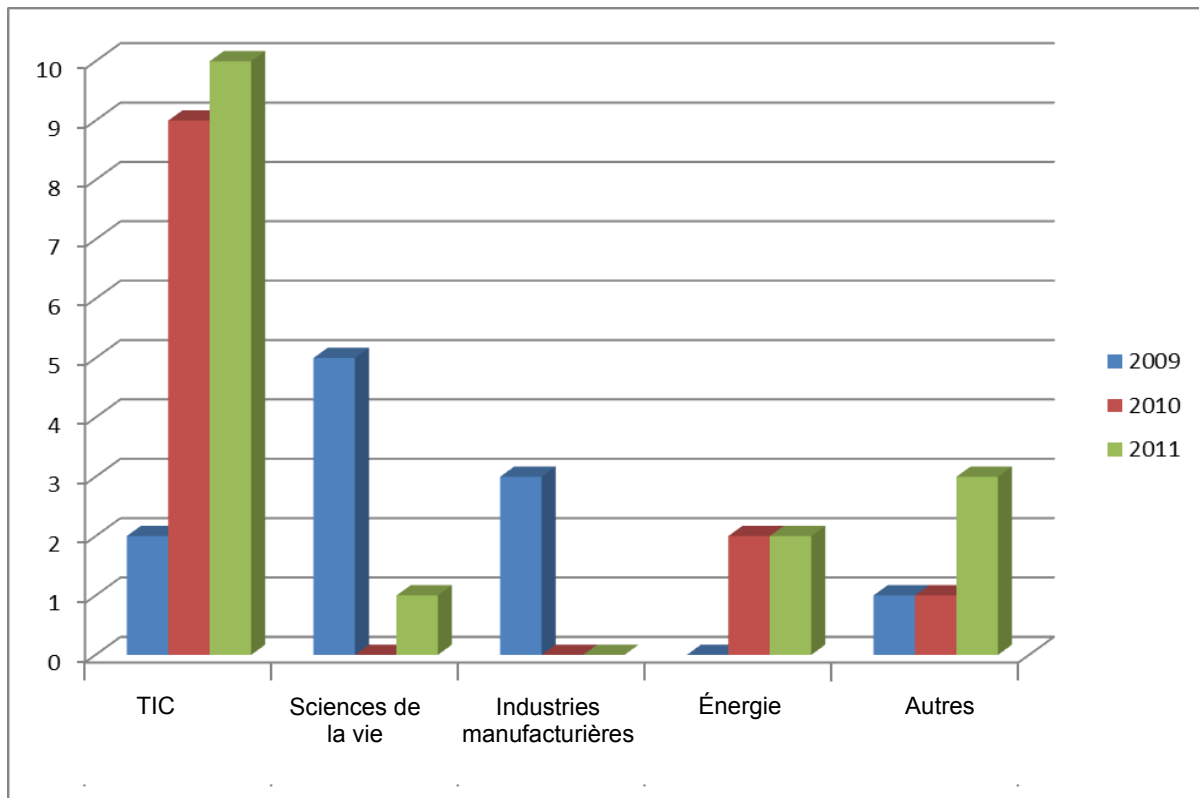
Figure 1.0 : Valeur des investissements de capital de risque par secteurs d'activité (en millions de dollars)





Les investissements de capital de risque ont augmenté en 2011, à l'instar du nombre d'investissements directs, qui est passé de onze à seize. Le nombre d'investissements dans le secteur des TIC est passé de neuf à dix. Le secteur de l'énergie a encore attiré deux investissements, comme l'année précédente. Toutefois, le nombre d'investissements a augmenté dans les sciences de la vie et les « autres »* secteurs.

Figure 1.1 : Nombre d'investissements directs par secteurs d'activité



Un fait nouveau en 2011 a été l'augmentation de la valeur des investissements dans des entreprises en croissance, qui est passée de 9,98 millions de dollars à 17,03 millions.

On a constaté une augmentation supérieure à 100 % des investissements dans des entreprises en prédémarrage, comparativement à une hausse de 67 % pour celles en démarrage. À l'étape du prédémarrage, les investissements de capital de risque sont passés de 500 000 \$ en 2010 à 1,58 million de dollars en 2011. La valeur des investissements dans des marchés de démarrage est passée de 1,52 million de dollars en 2010 à 2,54 millions en 2011.

* Cette catégorie regroupe les investissements directs dans des secteurs qui n'ont pas été précisés.



Figure 2.0 : Valeur des investissements de capital de risque selon les stades de croissance et les secteurs d'activité (en millions de dollars)

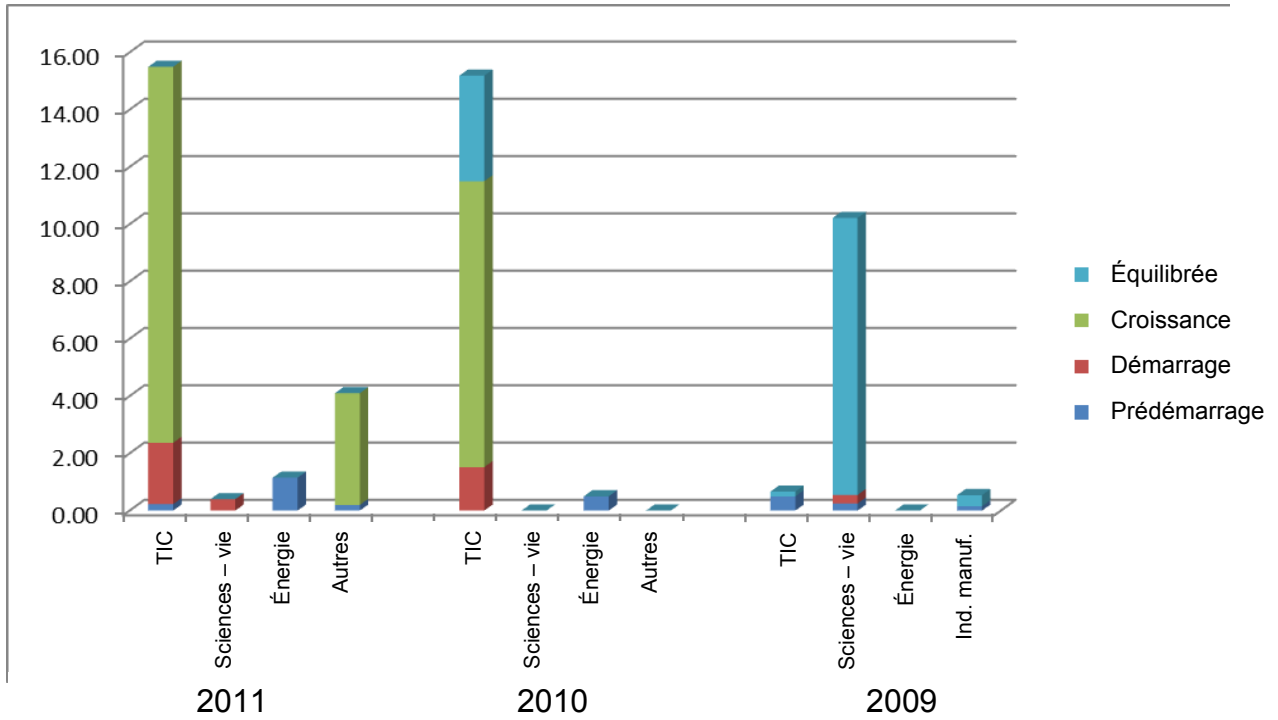
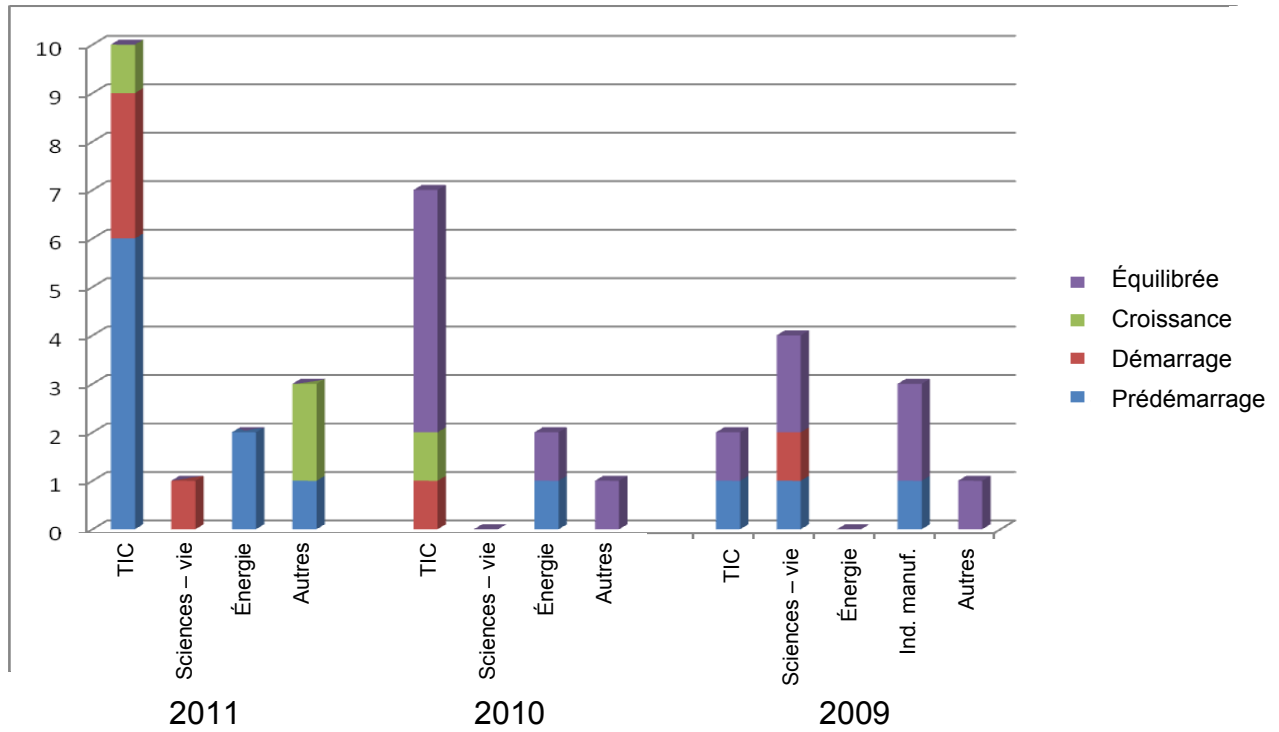




Figure 2.1: Nombre d'investissements directs de capital de risque selon les stades de croissance et les secteurs d'activité





Types de bailleurs de fonds

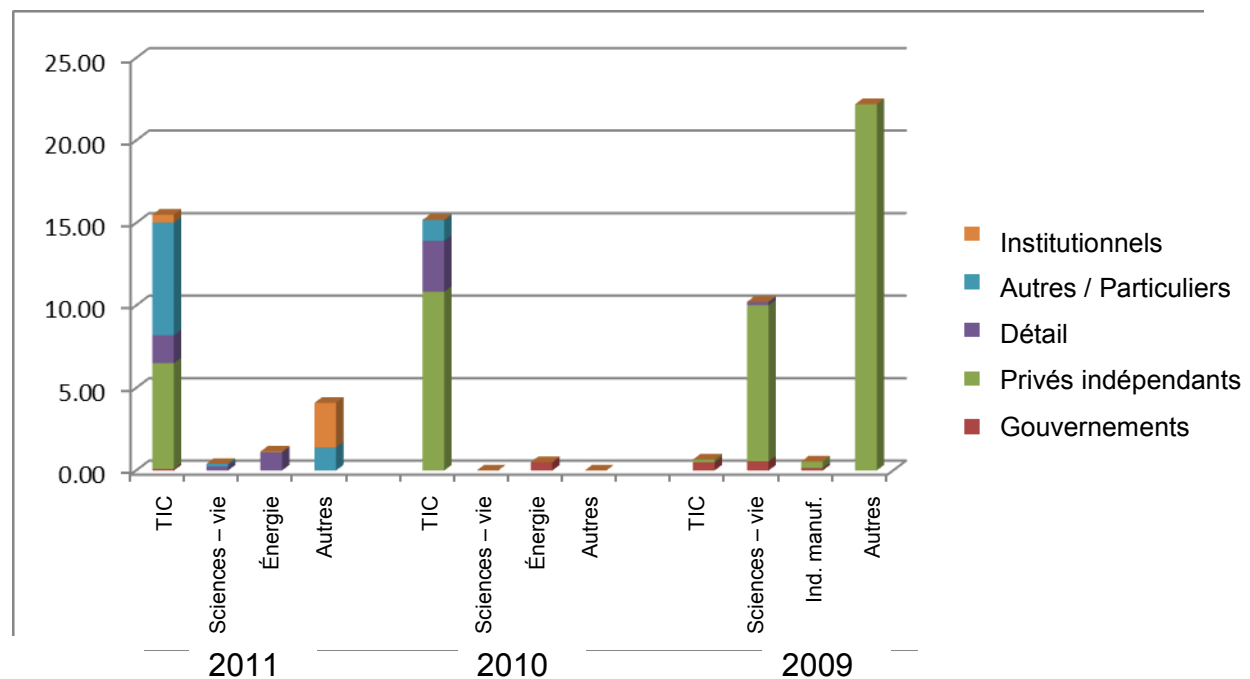
En 2011, les investissements de capital de risque dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick ont été réalisés par cinq grands types de bailleurs de fonds (voir la liste des définitions) :

- les fonds gouvernementaux;
- les fonds privés indépendants;
- les fonds de détail;
- les « autres » fonds ou les fonds de particuliers;
- les fonds institutionnels.

Les investissements des « autres » fonds et des fonds de particuliers ont augmenté considérablement, passant de 1,26 million de dollars à 8,38 millions de dollars. Les fonds institutionnels ont versé 3,23 millions de dollars à diverses entreprises, ce qui représente une différence considérable par rapport à 2010, alors que ceux-ci n'avaient rien investi. Toutefois, les fonds gouvernementaux, les fonds privés indépendants et les fonds de détail ont diminué leurs investissements.

Les investisseurs gouvernementaux et privés indépendants ont consacré leurs capitaux à des entreprises du secteur des TIC, tandis que les fonds de détail et les investisseurs « autres » ou particuliers ont diversifié leurs investissements dans d'autres secteurs, comme l'énergie.

Figure 3.0 : Investissements de capital de risque selon les types de bailleurs de fonds (en millions de dollars)





Comparaison des investissements de capital de risque par provinces

La figure 4.0 illustre les tendances, de 2009 à 2011, dans les provinces dont les marchés financiers sont comparables en taille et en nature à ceux du Nouveau-Brunswick. Le Nouveau-Brunswick a reçu le montant le plus important d'investissements de capital de risque en 2009 et en 2010 et le deuxième montant le plus élevé en 2011 (20,42 millions de dollars). Le Manitoba est la seule province où les investissements se sont accrus chaque année de 2009 à 2011.

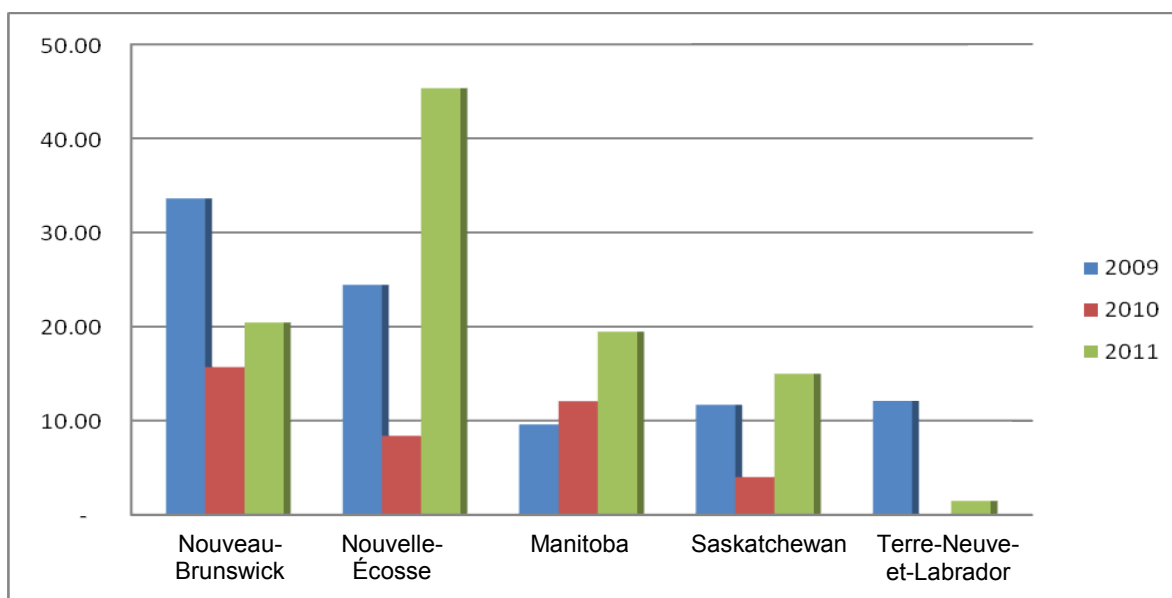
La Nouvelle-Écosse a signalé la hausse la plus importante au chapitre des investissements de capital de risque, ceux-ci passant de 8,39 millions de dollars en 2010 à 45,32 millions. Toutefois, toutes les provinces ont enregistré une augmentation des investissements de capital de risque comparativement à l'année dernière.

Investissements de capital de risque en 2010 et 2011 :

- augmentation de 15,68 millions de dollars à 21,15 millions au Nouveau-Brunswick;
- augmentation de 8,39 millions de dollars à 45,32 millions en Nouvelle-Écosse;
- augmentation de 4,02 millions de dollars à 15 millions en Saskatchewan.

Le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador ont attiré davantage d'investissements dans les TIC que dans les autres secteurs, la Saskatchewan a reçu plus d'investissements dans les sciences de la vie et le Manitoba a bénéficié d'investissements dans les secteurs des sciences de la vie et des industries manufacturières.

Figure 4.0 : Comparaison des investissements de capital de risque par provinces (en millions de dollars)





Placements avec dispense dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

Les placements sur le marché dispensé déclarés à la CVMNB ont diminué considérablement, passant de 185,71 millions de dollars réunis par 20 sociétés en 2010 à 24,75 millions recueillis par 19 sociétés en 2011 (tableau 5.0). Ce phénomène est surtout attribuable à un grand projet dans le secteur de l'énergie qui a bénéficié de 80 % de l'argent recueilli en 2010.

Pour approfondir notre compréhension des marchés dispensés, nous avons réalisé des recherches supplémentaires au sujet des types d'instruments qu'émettent ces entreprises. Ces instruments comprennent les actions ordinaires, les actions privilégiées, les billets à ordre, les unités, les débetures convertibles et les unités/obligations. Prière de consulter la liste des définitions pour de plus amples renseignements à leur sujet.

Même si notre analyse a permis de dégager des détails importants au sujet du marché dispensé du Nouveau-Brunswick, nous n'avons pas obtenu un portrait complet de tout le marché, parce que nous n'avons pas été en mesure de nous renseigner sur les fusions et les acquisitions. Comme nous l'avons fait remarquer dans nos rapports précédents, la CVMNB n'exige pas que des documents soient déposés à l'égard de tout l'argent que réunissent les sociétés fermées.

En tout, 24,75 millions de dollars ont été recueillis au cours de l'année 2011. Contrairement à l'année dernière lorsque les investisseurs de l'Ontario avaient été les plus actifs sur le marché, ce sont les Néo-Brunswickois qui se sont signalés à ce titre cette année.

Autres activités dignes de mention d'autres investisseurs

Approximativement 15,13 millions de dollars ont été investis par des investisseurs de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, de l'Alberta, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Colombie-Britannique, de Terre-Neuve-et-Labrador, du Québec, des États-Unis et d'ailleurs.*

Il y a eu une diminution importante des investissements des États-Unis cette année. Celle-ci s'explique par le fait que l'année précédente, la plus grande part des investissements des États-Unis avait été consacrée au grand projet susmentionné dans le secteur de l'énergie. Les investisseurs des États-Unis ont investi 246 900 \$ dans le marché dispensé du Nouveau-Brunswick au cours de l'année. Contrairement aux TIC, les plus grands émetteurs dans le secteur des services du marché du Nouveau-Brunswick ont recueilli davantage de fonds sur le marché dispensé, soit 9,79 millions de dollars en 2011, comparativement à 1,17 million en 2010.

* Comprend d'autres pays comme l'Afrique du Sud et les Bermudes.



- les investisseurs du Nouveau-Brunswick ont investi 9,61 millions de dollars;
- les investisseurs de l'Ontario ont investi 9,3 millions de dollars;
- les investisseurs du Québec ont investi 2,73 millions de dollars;
- les investisseurs de la Nouvelle-Écosse ont investi 2,2 millions de dollars.

En 2010, la province n'a pas attiré de fonds de l'étranger, sauf des États-Unis. Cette année, elle a reçu des fonds de l'Afrique du Sud, des Bermudes et des États-Unis. Même si la valeur de ces investissements est modeste, ceux-ci font la preuve que les entreprises du Nouveau-Brunswick peuvent attirer des investissements de toutes les régions du monde.

Tableau 5.0 : Placements sur le marché dispensé selon l'emplacement des investisseurs (2011) (en millions de dollars)

Emplacement des investisseurs	Secteurs d'activité							
	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Mines	Services	Immobilier	Autres	Total
Canada								
Nouveau-Brunswick	2,00	2,00	-	-	2,00	3,00	-	9,61
Nouvelle-Écosse	1,84	0,05	0,12	-	-	0,19	-	2,20
Ontario	0,03	0,44	0,33	0,53	7,75	0,24	-	9,30
Alberta	0,01	-	-	-	-	-	-	0,01
Colombie-Britannique	0,04	-	-	-	-	-	-	0,04
Île-du-Prince-Édouard	-	-	-	-	-	0,60	-	0,60
Terre-Neuve-et-Labrador	-	-	-	-	-	-	-	-
Québec	-	0,01	0,05	0,15	-	2,53	-	2,73
Saskatchewan	-	-	-	-	-	-	-	-
Total – Canada	4,04	2	0,83	1	9,79	7	-	24,49
États-Unis								
Californie	-	0,03	-	-	-	-	-	0,03
Virginie	0,05	-	-	-	-	-	-	0,05
Floride	0,07	-	-	-	-	-	-	0,07
New York	0,02	0,08	-	-	-	-	-	0,09
Total – É.-U.	0,14	0,11	-	-	-	-	-	0,25
Autres	0,01	-	-	-	-	-	-	0,01
Total général	4	2,17	1,00	0,76	9,79	7	-	24,75



Les investisseurs qualifiés ont été les plus actifs sur les marchés financiers. Ils ont investi 20,72 millions de dollars dans des entreprises du Nouveau-Brunswick, ce qui représente 83,71 % du total pour tous les types d'investisseurs.

Voici les types d'investisseurs sur le marché dispensé :

- les investisseurs qualifiés ont investi 20,72 millions de dollars;
- les parents, les amis et les partenaires ont investi 3,47 millions de dollars;
- les émetteurs fermés ont investi 250 000 \$;
- les salariés, les membres de la haute direction, les administrateurs et les consultants ont investi 200 000 \$;
- les entreprises ont recueilli des placements de 130 000 \$ au moyen d'une notice d'offre.

Voici les valeurs mobilières qui ont été émises pour recueillir des fonds sur le marché dispensé :

Types de valeurs mobilières émises	Valeur (en millions de \$)
Actions ordinaires	13,50
Unités/obligations	6
Billets à ordre	2,04
Unités	1,67
Débitures convertibles	1,35
Actions privilégiées	0,19

Investissements providentiels dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

Les investisseurs providentiels sont des particuliers qui investissent dans divers types d'entreprises et qui travaillent généralement avec des entreprises en démarrage et en croissance.

Les investissements providentiels au Nouveau-Brunswick ont augmenté de 120 %. Les investisseurs providentiels ont investi 440 000 \$ dans une entreprise en 2011.

Tableau 6.0 : Investissements providentiels

2011		2010		2009	
Entreprise ayant reçu un investissement	(Million de \$)	Entreprise ayant reçu un investissement	(Million de \$)	Entreprise ayant reçu un investissement	(Million de \$)
1	0,44	1	0,2	1	0,24



Subventions dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

Le montant total des subventions versées par les organismes gouvernementaux fédéraux et provinciaux est passé de 185,28 millions de dollars en 2010 à 211,72 millions en 2011.

Cette année, nous avons réussi à ventiler le montant total de l'apport de l'APECA en subventions et en prêts dans la province. Dans nos rapports précédents, nous avons uniquement tenu compte de l'APECA comme organisme subventionnaire. Les données de la figure 7.0 pour 2010 et 2009 ont été modifiées en fonction de ces résultats mis à jour. On a enregistré une augmentation nette des subventions versées par les organismes provinciaux, dont le montant est passé de 111,78 millions de dollars en 2010 à 157,58 millions, en partie à cause des fonds additionnels que nous avons inclus en 2010. Comme dans le rapport de l'année dernière, nous avons seulement pris en considération les sources directes de financement. Nous n'avons pas tenu compte du Crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises (CIPE), qui joue un rôle important en ce qui concerne le financement indirect.

L'APECA est le plus important organisme subventionnaire fédéral, puisqu'il a versé près de 50 % de toute l'aide financière fédérale au cours de l'année. Une analyse approfondie de l'aide financière de l'APECA se trouve à l'annexe C.

Figure 7.0 : Subventions au Nouveau-Brunswick (en millions de dollars)

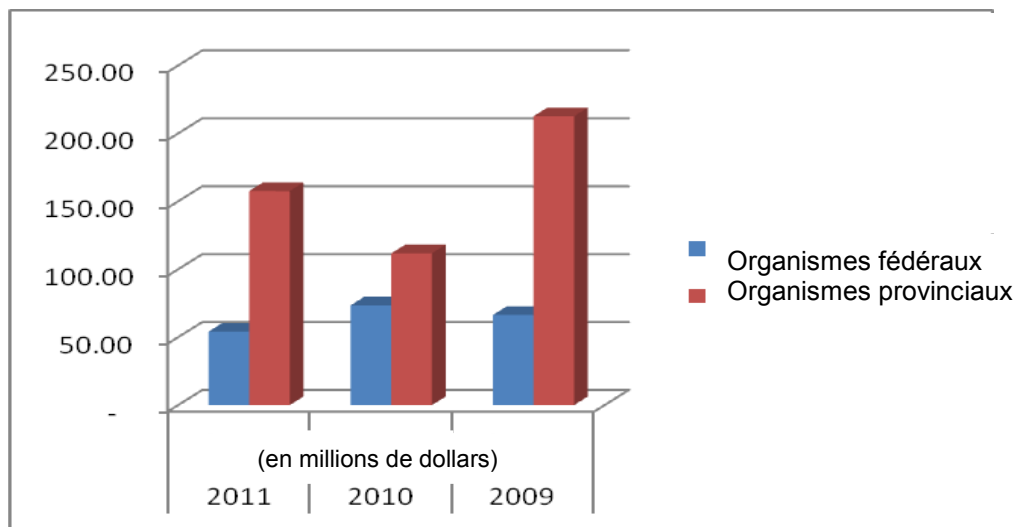
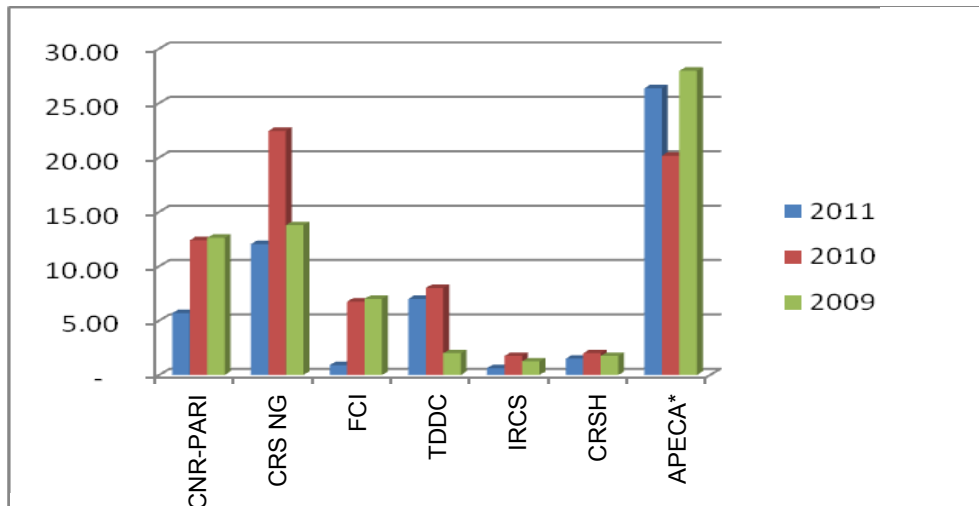


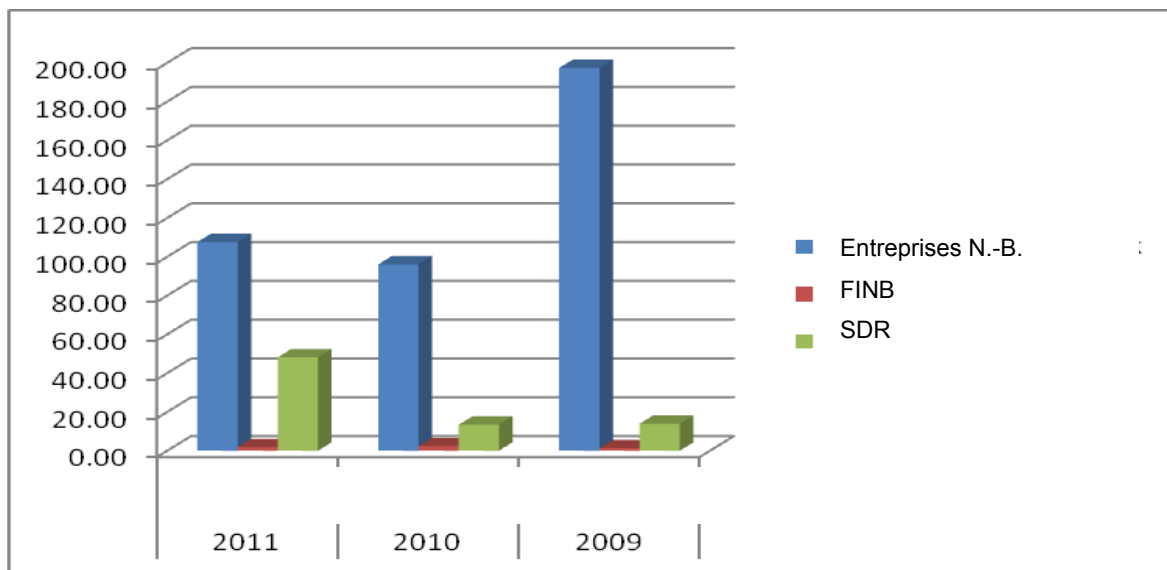


Figure 7.1 : Subventions fédérales au Nouveau-Brunswick (en millions de dollars)



Entreprises Nouveau-Brunswick est le principal fournisseur de subventions conditionnelles dans la province. La valeur des subventions est passée de 96,1 millions de dollars à 107,6 millions en 2011. La Société de développement régional (SDR) a accru son aide financière de 13,4 millions de dollars en 2010 à 48,16 millions en 2011, en raison de l'ajout de 27,28 millions de dollars en fonds additionnels du Fonds de développement économique communautaire et du Fonds de développement économique pour le Nord.

Tableau 7.2 : Subventions provinciales au Nouveau-Brunswick (en millions de dollars)



* Des détails sur les contributions se trouvent à l'annexe C.



Financement par emprunt dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

Les prêts aux entreprises des caisses populaires ont augmenté d'environ 16 %, passant de 581,2 millions de dollars en 2010 à 675,5 millions en 2011. Globalement, 96 entreprises ou projets ont reçu plus d'un million de dollars de financement par emprunt.

En ce qui concerne les *credit unions* du Nouveau-Brunswick, celles-ci ont comptabilisé 65,09 millions de dollars en prêts actifs aux entreprises en 2011, comparativement à 52,74 millions en 2010. Les prêts actifs aux entreprises de l'APECA se chiffraient à 21,34 millions de dollars.

Des renseignements détaillés se trouvent à l'annexe C.

Deux entreprises locales créent un précédent

Q1 Labs et Radian6, toutes deux établies à Fredericton, ont beaucoup contribué à faire connaître le Nouveau-Brunswick sur la scène mondiale en 2011. Ces entreprises ont produit des millions de dollars de valeur actionnariale lorsqu'elles ont été acquises par deux géants du secteur de la technologie, IBM et Salesforce.com. Ces deux transactions sont susceptibles de transformer le paysage des marchés financiers au Nouveau-Brunswick pendant des années. Ces acquisitions risquent d'avoir un impact sur la vie des Néo-Brunswickois, car une part importante de ces capitaux est demeurée dans la province. Les échanges avec nos intervenants nous ont révélé que ces acquisitions ont créé une nouvelle vague d'investisseurs providentiels, dont plusieurs sont intéressés à investir dans des entreprises privées locales. Nous avons également assisté à l'ouverture d'un nouveau centre d'entrepreneuriat social à l'Université du Nouveau-Brunswick.

Radian6, une compagnie spécialisée dans la surveillance des médias sociaux fondée en 2006, a été acquise pour la somme de 326 millions de dollars par Salesforce.com, une société infonuagique établie à San Francisco. Cette acquisition a reçu le Prix du marché de l'année 2011 de l'Association canadienne du capital de risque et d'investissement.

Q1 Labs, un fournisseur de logiciels de sécurité analytique, a été fondée en 2001 par des employés de l'Université du Nouveau-Brunswick. L'entreprise a été achetée par IBM en 2011 pour un montant non dévoilé. Ces deux marchés peuvent donner une grande impulsion qui stimulera les marchés financiers de la province.

Le Pond-Deshpande Centre for Innovation and Entrepreneurship a été mis sur pied à l'Université du Nouveau-Brunswick (UNB) pour favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat en facilitant la collaboration entre les entrepreneurs et les jeunes entreprises, d'une part, et les étudiants, le corps professoral et les anciens de l'UNB, d'autre part. Le centre



sert aussi de plaque tournante aux nouveaux entrepreneurs désireux de transformer leur idée en compagnie, en produit ou en service. Même si le centre n'est pas le résultat direct de ces acquisitions, l'un des premiers investisseurs dans ces deux entreprises a fourni des ressources financières pour aider à son financement.

Investissements dans des sociétés ouvertes du Nouveau-Brunswick

Trois sociétés ouvertes du Nouveau-Brunswick ont émis un prospectus cette année dans le but de recueillir 117 millions de dollars sur les marchés boursiers canadiens pour faire croître leur entreprise, soit en réduisant leur dette, soit en faisant l'acquisition d'une autre entreprise. Pour la première fois au cours des années récentes, une entreprise du Nouveau-Brunswick a choisi de lever des fonds supplémentaires par ce moyen.

Les trois sociétés en question sont Major Drilling Group International Inc., Plazacorp Retail Properties Ltd. et Invescor Restaurant Group Inc.

En 2011, Plazacorp a placé 6,6 millions d'actions ordinaires au prix unitaire de 4,20 \$ et elle a recueilli approximativement 27,7 millions de dollars avec un avis d'intention d'exercer en totalité l'option d'attribution de contingents plus élevés pour acquérir 990 000 actions ordinaires de plus. Cette opération a donné la possibilité à l'entreprise de recueillir une somme additionnelle de 4,2 millions de dollars dans le but de consacrer le montant encaissé au remboursement de la dette et à l'élaboration de projets au cours des 12 à 18 prochains mois.

Invescor Restaurant Group a réussi à recueillir 15 millions de dollars sur les marchés boursiers en offrant 34,09 millions d'actions ordinaires.

Major Drilling a placé 5,9 millions de droits de souscription donnant droit de recevoir une action ordinaire. Chaque droit de souscription avait une valeur de 11,90 \$. L'entreprise a réuni approximativement 70 millions de dollars pour acquérir le groupe Bradley, un concurrent important établi à Rouyn-Noranda, au Québec.



Annexe A – Liste de définitions

- **Investisseur qualifié** – Personne ou organisation, généralement bien nantie et expérimentée, qui répond aux critères établis. Les critères en question se trouvent dans la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus et d'inscription*.
- **Agriculture, foresterie et pêches** – Secteur d'activité qui s'occupe des cultures agricoles, de l'élevage d'animaux, de la foresterie et de l'exploitation forestière, des pêches et d'autres activités connexes.
- **Investissement providentiel** – Investissement en argent ou en mentorat d'un particulier dans une petite entreprise ou une entreprise en démarrage.
- **Fonds polyvalent** – Fonds intéressé à investir du capital de risque à plusieurs étapes du cycle de vie d'une entreprise. Ce type de fonds a des activités d'investissement aux étapes de prédémarrage, de démarrage et de croissance, sans se limiter à une étape en particulier.
- **Obligation** – Une obligation est un titre de créance. L'investisseur prête de l'argent à un emprunteur (comme une corporation ou un gouvernement) pendant une certaine période. En contrepartie, l'emprunteur s'engage à payer à l'investisseur de l'intérêt à taux fixe à certaines dates et de rembourser la valeur de l'argent emprunté (la valeur nominale) à l'échéance.
- **Marchés financiers** – Marchés qui réunissent les fournisseurs et les utilisateurs de capitaux et de produits financiers, comme les actions (financement par actions) et les obligations (financement par emprunts), et qui rendent possible le transfert de capitaux, ainsi que les personnes et organismes qui soutiennent ce processus.
- **Action ordinaire** – Valeur mobilière qui représente la participation au capital-actions d'une société, qui confère des droits de vote et qui donne au porteur le droit à une part des succès de l'entreprise sous forme de dividendes ou de plus-value du capital.
- **Débeture convertible** – Type de prêt émis par une compagnie qui peut être converti en actions par le porteur et, dans certaines circonstances, par l'émetteur du prêt.



- **Fonds de société** – Fonds établi par une société qui réalise des investissements privés en actions.
- **Financement par emprunt** – Prêt obtenu d'une institution comme une banque, une caisse populaire, une société de crédit, un gestionnaire de portefeuille, un fonds fiduciaire ou une compagnie d'assurance.
- **Fonds de démarrage** – Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans des entreprises qui ont déjà des activités de mise au point de produit, de mise en marché initiale, de fabrication et de vente à l'étape des essais ou de la production. Les investissements sont utilisés par l'entreprise pour lancer la production et les ventes. Dans certains cas, le produit commence à être offert dans le commerce et l'entreprise ne réalise pas encore de bénéfices. Celle-ci peut être en train de s'organiser ou être en activité depuis au plus trois ans. Habituellement, ces entreprises ont réalisé des études de marché, ont recruté leurs principaux dirigeants, ont dressé un plan d'affaires et sont prêtes à entrer en activité ou sont déjà en activité.
- **Placement en actions** – Source de financement qui fonctionne par l'acquisition d'une prise de participation dans une société fermée (non inscrite à la cote d'une bourse) ou l'achat et la détention d'actions sur un marché boursier par des particuliers ou des sociétés.
- **Placement sur le marché dispensé ou placement avec dispense** – Fait pour un émetteur de vendre des valeurs mobilières en se servant de l'une des dispenses de prospectus prévues par le droit des valeurs mobilières.
- **Emplacement du financement** – Lieu géographique d'où provient le capital de risque investi au Nouveau-Brunswick.
- **Type de bailleur de fonds** – Structure du fonds.
- **Subvention** – Type d'aide financière généralement accordée par un organisme fédéral ou un organisme provincial pour un objet déterminé.
- **Gouvernements (fonds gouvernemental)** – Fonds de capital-investissement établi par un organisme gouvernemental qui réunit des capitaux d'investisseurs de l'extérieur.
- **TIC** – Secteur des technologies de l'information et des communications.



- **Institutionnels (fonds institutionnel)** – Fonds géré à l'intérieur de certaines grandes organisations comme les fonds de dotation, les fondations ou les fonds de pension, les banques d'investissement et les autres institutions bancaires ou financières.
- **Emplacement de l'investisseur** – Lieu géographique de l'investisseur qui réalise un investissement.
- **Fonds de croissance** – Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans un portefeuille d'entreprises qui ont déjà un produit ou un service établi qui rapporte des revenus, mais qui ne dégagent peut-être pas encore de bénéfices. Ces compagnies peuvent avoir besoin de capitaux pour assurer leur croissance ou prendre de l'expansion. Les investissements servent à intensifier les activités de mise en marché, de production, de mise au point de produits, etc.
- **Sciences de la vie** – Secteur de la biotechnologie, de la médecine et des soins de santé.
- **Industries manufacturières** – Fabrication, transformation ou préparation de produits des secteurs des matières premières et des denrées.
- **Billet à ordre** – Valeur mobilière qui a généralement une durée plus longue qu'une lettre de change, mais plus courte qu'une obligation.
- **Notice d'offre** – Document juridique qui énonce les objectifs, les risques et les conditions d'investissement dans un placement privé. Comprend des éléments comme les états financiers, la biographie des dirigeants, une description détaillée de l'entreprise, etc.
- **Autres (dans la catégorie des secteurs)** – Secteurs de la construction, du commerce de gros, des transports et de l'entreposage, du tourisme, des services publics, des arts, du divertissement et des loisirs.
- **Autres (dans la catégorie des types de bailleurs de fonds)** – Investisseurs qui s'intéressent à des opérations dans des actions déterminées, mais sans présence permanente sur le marché, comme les investisseurs providentiels et les investisseurs sur le marché des souscriptions publiques.
- **Prêt actif** – Capital emprunté mais non encore remboursé.
- **Action privilégiée** – Catégorie de droit de propriété dans une société qui a un rang préférentiel sur l'actif et les revenus par rapport aux actions ordinaires. Les



actions privilégiées rapportent généralement un dividende qui doit être payé avant les dividendes aux porteurs d'actions ordinaires. Normalement, elles ne sont pas assorties d'un droit de vote.

- **Privés indépendants (fonds privé indépendant)** – Fonds qui investit sur le marché des souscriptions privées et qui réunit la totalité ou une partie de ses capitaux auprès d'investisseurs de l'extérieur.
- **Détail (fonds de détail)** – Fonds établi à l'aide d'un crédit d'impôt aux particuliers offert par le gouvernement, comme les sociétés de capital de risque des travailleurs.
- **Fonds de prédémarrage** – Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans des compagnies récemment établies afin d'aider le fondateur à faire de la recherche en vue de mettre au point et de concevoir un produit ou un service. Cette étape nécessite relativement peu de capitaux et précède normalement l'étape du placement.
- **Services** – Secteur d'activité qui regroupe les services suivants :
 - services professionnels;
 - services scientifiques et techniques;
 - services administratifs et de soutien;
 - gestion des déchets et restauration;
 - hébergement;
 - services alimentaires;
 - autres services, à l'exception des services d'éducation et d'administration publique.
- **Type de fonds de capital de risque** – Domaine dans lequel le fonds paraît ou déclare investir.
- **Type de bailleur de fonds** – Structure du fonds.
- **Unité** – Combinaison de valeurs mobilières ou de types de valeurs mobilières achetées ou vendues en bloc.
- **Investissement de capital de risque** – Forme spéciale d'investissement en actions dans des compagnies fermées qui se distingue par des placements dans des entreprises nouvelles qui ont un fort potentiel de croissance.



Annexe B – Tableau de bord – Rendement des marchés financiers du Nouveau-Brunswick (2011)

Sources de financement	Secteurs d'activité (en millions de dollars)									Totaux de 2011	Totaux de 2010	Variation par rapport à 2010
	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Agriculture, foresterie et pêches	Mines	Services	Immobilier	Autres			
Placements en actions												
Selon les types de bailleurs de fonds (CR)												
Gouvernements	0,10	-	-	-	-	-	-	-	-	0,10	0,50	-80,00 %
Détail	1,69	0,25	-	1,10	-	-	-	-	-	3,04	3,09	-1,62 %
Privés indépendants	6,40	-	-	-	-	-	-	-	-	6,40	10,83	-40,90 %
Autres ou particuliers	6,83	0,15	-	-	-	-	-	-	1,40	8,38	1,26	565,08 %
Institutionnels	0,48	-	-	0,05	-	-	-	-	2,70	3,23		
Total des investissements de CR	15,50	0,40	-	1,15	-	-	-	-	4,10	21,15	15,68	34,89 %
Investissements providentiels	0,44	-	-	-	-	-	-	-	-	0,44	0,20	120,00 %
Placements avec dispense	4,18	2,17	0,83	-	-	0,77	9,79	6,90	0,12	24,75	185,71	-86,67 %
Marchés boursiers	-	-	-	-	-	70,00	-	31,90	15,00	116,90	-	
Total des placements en actions	20,12	2,57	0,83	1,15	-	70,77	9,79	38,80	19,22	163,24	201,59	-19,02 %
Subventions												
Organismes provinciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	157,58	111,78	40,97 %
Organismes fédéraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	53,44	73,50	-27,29 %
Total des subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	211,02	185,28	13,89 %
Totaux généraux	20,12	2,57	0,83	1,15	0,00	70,77	9,79	38,80	19,22	374,26	386,87	-3,27 %
Financement par emprunt*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	761,89	20 636,22	-96,31 %

* Il a été impossible d'obtenir des renseignements sur le financement par emprunt en ce qui concerne les prêts consentis aux entreprises par les banques, les sociétés de crédit, les gestionnaires de portefeuille, les fonds fiduciaires et les compagnies d'assurance en 2011. Ce chiffre comprend les renseignements concernant les prêts actifs consentis aux entreprises du Nouveau-Brunswick par les caisses populaires, l'APECA et les *credit unions*.



Annexe C – Tableaux

Tableau 1.0 : Montant des investissements de capital de risque par secteurs d'activité (en millions de dollars)

Années	Montants (en millions de dollars)					
	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Autres	Total
2011*	15,50	0,40	0,00	1,15	4,10	21,15
2010**	15,18	-	-	0,50	-	15,68
2009	0,66	10,22	0,54	-	22,20	33,62

* Données de Thompson Reuters, *Thompson One Software*.

** Données de Thompson Reuters, *VCRapporter*.

Thompson a changé son programme de logiciel de données au cours de l'année.

Tableau 1.1 : Nombre d'investissements directs de capital de risque par secteurs d'activité

Années	Secteurs d'activité					Total
	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Autres	
2011	10	1	0	2	3	16
2010	9	0	0	2	0	11
2009	2	5	3	0	1	11



Tableau 2.0 : Valeur des investissements de capital de risque, selon les stades de croissance et les secteurs d'activité (en millions de dollars)

Stades de croissance	2011				2010				2009				
	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Industries manufacturières	Autres
Prédémarrage	0,23	-	1,15	0,20	0,00	-	0,50	-	0,50	0,25	-	0,15	-
Démarrage	2,14	0,40	-	-	1,52	-	-	-	-	0,30	-	-	-
Croissance	13,13	-	-	3,90	9,98	-	-	-	-	-	-	-	-
Expansion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Équilibrée	-	-	-	-	3,68	-	-	-	0,16	9,67	-	0,39	22,20
Total	15,50	0,40	1,15	4,10	15,18	-	0,50	-	0,66	10,22	-	0,54	22,20

Tableau 2.1 : Nombre d'investissements directs de capital de risque, selon les stades de croissance et les secteurs d'activité (en millions de dollars)

Stades de croissance	2011				2010				2009				
	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Industries manufacturières	Autres
Prédémarrage	6	0	2	1	0	0	1	0	1	1	0	1	0
Démarrage	3	1	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0
Croissance	1	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Équilibrée	0	0	0	0	5	0	1	0	1	2	0	2	1
Total	10	1	2	3	9	0	2	0	2	4	0	3	1



Tableau 3.0 : Valeur des investissements de capital de risque selon les types de bailleurs de fonds (2011) (en millions de dollars)

Types d'investisseurs	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	Total
Gouvernements	0,10	-	-	-	0,10
Privés indépendants	6,40	-	-	-	6,40
Détail	1,69	0,25	1,10	-	3,04
Autres/particuliers	6,83	0,15	-	1,40	8,38
Institutionnels	0,48	-	0,05	2,70	3,23
Total	15,50	0,40	1,15	4,10	21,15

Tableau 4.0 : Comparaison des investissements de capital de risque par provinces (en millions de dollars)

Années	Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Écosse	Manitoba	Saskatchewan	Terre-Neuve-et-Labrador
2011	21,15	45,32	19,45	15,00	1,49
2010	15,68	8,39	12,06	4,02	-
2009	33,62	24,44	9,61	11,68	12,10

Tableau 4.1 : Comparaison des investissements de capital de risque par secteurs d'activité et par provinces (2011) (en millions de dollars)

Provinces	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Autres	Agriculture	Total
Saskatchewan	3,89	6,19	1,00	-	3,37	0,55	15,00
Nouvelle-Écosse	37,72	5,00	1,50	-	1,10	-	45,32
Terre-Neuve-et-Labrador	1,49	-	-	-	-	-	1,49
Manitoba	-	8,60	8,60	0,00	2,25	-	19,45
Nouveau-Brunswick	15,50	0,40	0,00	1,10	4,10	-	21,15



Tableau 5.1 : Placements sur le marché dispensé

Total de 2011		Total de 2010		Variation par rapport à 2010	
(Millions de \$)	Émetteurs	(Millions de \$)	Émetteurs	% (millions de \$)	% (émetteurs)
24,75	19	185,71	20	-86,7	-5

Tableau 5.2 : Placements sur le marché dispensé selon les types d'investisseurs (2011) (en millions de dollars)

Types d'investisseurs	Placements du N.-B.	Placements de l'extérieur du N.-B.	Total
Investisseurs qualifiés	6,30	14,42	20,72
Parents, amis et partenaires	2,95	0,52	3,47
Notices d'offre	0,13	-	0,13
Salariés, membres de la haute direction, administrateurs et consultants	0,05	0,15	0,20
Émetteurs fermés	0,20	0,05	0,25

Tableau 5.3 : Placements sur le marché dispensé selon les types de valeurs mobilières (2011) (en millions de dollars)

Types de valeurs mobilières	Placements du N.-B.	Placements de l'extérieur du N.-B.	Total
Actions ordinaires	4,13	9,38	13,50
Billets à ordre	1,89	0,15	2,04
Unités	0,63	1,03	1,67
Actions privilégiées	0,16	0,03	0,19
Débiteures convertibles	-	1,35	1,35
Unités/obligations	2,80	3,20	6,00



Tableau 6.0 : Investissements providentiels (2011)

2011		2010		2009	
Entreprise qui a reçu un investissement	(Million de \$)	Entreprise qui a reçu un investissement	(Million de \$)	Entreprise qui a reçu un investissement	(Million de \$)
1	0,44	1	0,2	1	0,24

Tableau 7.0 : Subventions au Nouveau-Brunswick (en millions de dollars)

Organismes subventionnaires	2011	2010	2009
Organismes fédéraux	54,13	73,50	66,35
Organismes provinciaux	157,58	111,78	212,65
Total	211,72	185,28	279,00

Tableau 7.1 : Subventions fédérales au Nouveau-Brunswick (en millions de dollars)

Organismes subventionnaires	2011	2010	2009
CNR-PARI	5,70	12,39	12,61
CRSNG	12,04	22,44	13,77
FCI	0,90	6,75	7,00
TDDC	7,00	8,00	2,00
IRSC	0,63	1,75	1,25
CRSH	1,50	2,00	1,75
APECA*	26,37	20,16	27,97
Total	54,13	73,50	66,35

(APECA* – Subventions et subventions conditionnelles)

Tableau 7.2 : Subventions provinciales au Nouveau-Brunswick (en millions de dollars)

Organismes subventionnaires	2011	2010	2009
Entreprises Nouveau-Brunswick	107,60	96,10	197,37
SDR	48,16	13,40	13,95
Autres	1,82	2,28	1,34
Total	157,59	111,78	212,65



Tableau 8.0 : Financement par emprunt d'entreprises clientes (en millions de dollars)

Bailleurs de fonds	Prêts actifs 2011	Prêts actifs 2010	Variation par rapport à 2010 (%)
Caisses populaires	675,50	581,20	16,23
APECA	21,34	18,28	16,74
Credit unions	65,09	52,74	23,42



Annexe D – Types de prêteurs

Caisses populaires

Les caisses populaires sont des institutions coopératives qui appartiennent à leurs membres. En 2011, elles ont prêté 675,5 millions de dollars dans divers secteurs d'activité, comparativement à 581,2 millions en 2010. La majorité des prêts ont été octroyés dans les secteurs de la construction, de l'immobilier, des sciences de la vie et de l'agriculture. Ces établissements ont autorisé des nouveaux prêts d'une valeur de 186,16 millions de dollars.

Tableau 9.0 : Valeur des prêts actifs

Prêts actifs	
Années	(En millions de dollars)
2011	675,50
2010	581,20

Tableau 9.1 : Prêts en date du 1^{er} janvier 2011 et nouveaux prêts consentis en 2011

Types de prêts	(En millions de dollars)
Nouveaux	186,16
Anciens	489,34
Total	675,50

Tableau 9.2: Prêts actifs par secteurs d'activité (2011)

Secteurs d'activité	(En millions de dollars)
Agriculture	101,10
TIC	1,70
Industries manufacturières	21,50
Autres	160,10
Sciences de la vie	129,80
Construction et immobilier	195,50
Services	65,80
Total	675,50



Credit unions

Les *credit unions* du Nouveau-Brunswick ont prêté 65,09 millions de dollars à des entreprises locales, comparativement à 52,74 millions en 2010.

Tableau 10.0 : Prêts actifs

Prêts actifs	
Années	(En millions de dollars)
2011	65,09
2010	52,74

Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

Pendant l'année en cours, l'APECA a versé un total de 47,7 millions de dollars en subventions et en prêts à 113 compagnies de la province. La majorité des fonds (26,29 millions de dollars) a été versée au Programme de développement des entreprises, et 14,15 millions ont été consacrés au Fonds d'innovation de l'Atlantique-II (FIA-II). En tout, 72 compagnies dans les secteurs des industries manufacturières et des autres industries ont reçu un total de 21,64 millions de dollars en subventions et prêts. Les autres industries comprennent les groupes qui s'occupent du développement économique communautaire.

Tableau 11.0 : Subventions et prêts selon les types de projets (2011)

Types de projets	(En millions de dollars)
FIA-II – IJE – Nouveaux entrepreneurs	0,01
PDE – Fonds d'adaptation des communautés	0,50
FIA-II – IJE – Entrepreneurat communautaire	0,60
Programme de diversification industrielle	6,15
Fonds d'innovation de l'Atlantique (FIA-II)	14,15
Programme de développement des entreprises	26,29
Total	47,70



Tableau 11.1 : Nombre de compagnies qui ont reçu des subventions et des prêts par secteurs d'activité (2011)

Secteurs d'activité	Nombre de compagnies
Agriculture/pêches	20
TIC	11
Industries manufacturières	39
Énergie	3
Sciences de la vie	2
Autres	33
Éducation	5
Total	113

L'APECA verse trois genres d'aide financière à ses entreprises clientes : les contributions, les contributions à remboursement conditionnel et les contributions remboursables. Une contribution est un paiement de transfert soumis à des conditions dont le bénéficiaire est un particulier ou un groupe. Les contributions à remboursement conditionnel créent l'obligation pour le bénéficiaire de rembourser (en tout ou en partie) l'aide financière quand certains jalons sont atteints ou quand certaines conditions sont remplies. Les contributions remboursables sont des prêts qui doivent être remboursés intégralement, quelle que soit l'issue du projet. Pendant l'année en cours, les contributions remboursables ont représenté 44,73 % de l'ensemble des contributions.

Tableau 11.2 : Types de subventions et de prêts (2011)

Types d'aide financière	(En millions de dollars)
Contributions	10,30
Contributions à remboursement conditionnel	16,07
Contributions remboursables (prêts)	21,34
Total	47,70

Ensemble, les industries manufacturières, le secteur de l'agriculture et des pêches ainsi que celui des TIC ont bénéficié de 78,56 % des contributions totales. Les industries manufacturières ont reçu l'aide financière la plus élevée, soit 18,18 millions de dollars, tandis que le secteur de l'agriculture et des pêches et celui des TIC ont reçu respectivement 10,72 millions et 8,57 millions.



Tableau 11.3 : Valeur des subventions et des prêts par secteurs d'activité (2011)

Secteurs d'activité	(En millions de dollars)
Agriculture/pêches	10,72
TIC	8,57
Industries manufacturières	18,18
Énergie	2,02
Sciences de la vie	3,05
Autres	3,46
Éducation	1,70
Total	47,70



Annexe E – Liste des sources

- **Tableau 1.0, tableau 4.1, figure 1 et figure 4**

Source : Thomson Reuters.

- **Tableau 5.0 et tableau 5.3**

Source : Documents réglementaires déposés à la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick.

- **Tableau 8.0**

Source : Rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick.

- **Tableau 7.0, tableau 7.2, figure 9 et figure 10**

Organismes fédéraux

Sources :

1. Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), site d'information sur les programmes;
2. Conseil national de recherches Canada – PARI (CNR-PARI), site de divulgation proactive;
3. Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNGC), site de divulgation proactive;
4. Université du Nouveau-Brunswick (UNB), rapport annuel sur la recherche;
5. Technologies du développement durable Canada (TDDC), site d'information sur le portefeuille.

Organismes provinciaux

Sources :

1. Entreprises Nouveau-Brunswick, rapport annuel;
2. Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB);
3. Société de développement régional (SDR), rapport annuel.

- **Tableau 9.0 et tableau 9.2**

Caisses populaires (Nouveau-Brunswick)

Source : Fédération des caisses populaires acadiennes.